

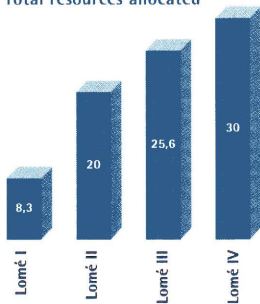
A partir de Lomé III, les programmes de coopération régionale ont été signés entre l'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien (COI), organisation créée en 1982 et élargie aux quatre Etats ACP de la sous-région de l'Océan Indien en 1986.

Les domaines de concentration du Programme Indicatif Régional de Lomé IV (30 millions d'écus) sont l'environnement et le commerce extérieur. Un projet dans le secteur de l'environnement de 11 millions d'écus est en cours de lancement, et un projet de 3.3 millions d'écus concernant les télécommunications a été approuvé. Dans le domaine du commerce extérieur, une intervention pour la promotion des échanges bénéficiant d'une contribution de 7 millions d'écus environ, est en cours d'instruction. En dehors de ces deux domaines de concentration, il est prévu de financer des projets dans les secteurs de la santé, de la formation et de la recherche appliquée (agriculture).

Since Lomé III, regional cooperation programmes have been signed between the European Union and the Indian Ocean Commission (IOC), an organization created in 1982 and enlarged in 1986 to the four ACP States in the Indian Ocean sub-region.

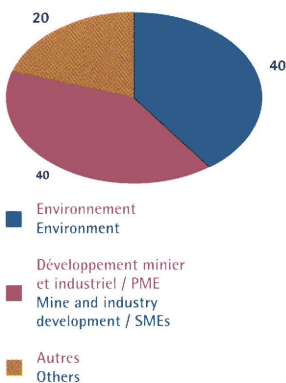
The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 30 million) concentrates on the environment and external trade. An ECU 11 million project is currently being launched in the environmental sector and an ECU 3.3 million telecommunications project has been approved. In the area of external trade, regional resources are planned to also contribute to promoting trade exchanges with an ECU 7 million project. Projects are also planned in other sectors such as health, training and applied research (agriculture).

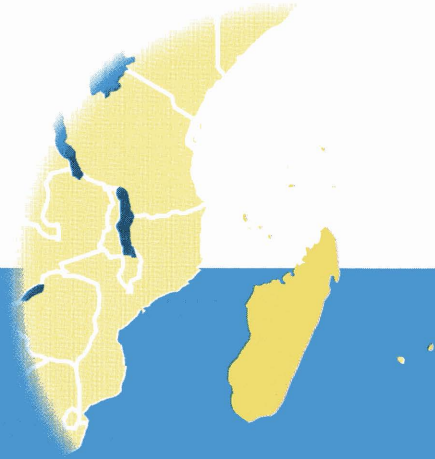
Ressources totales allouées
Total resources allocated



FED 7: répartition sectorielle du PIR
(en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of RIP
(% of the total envelope)





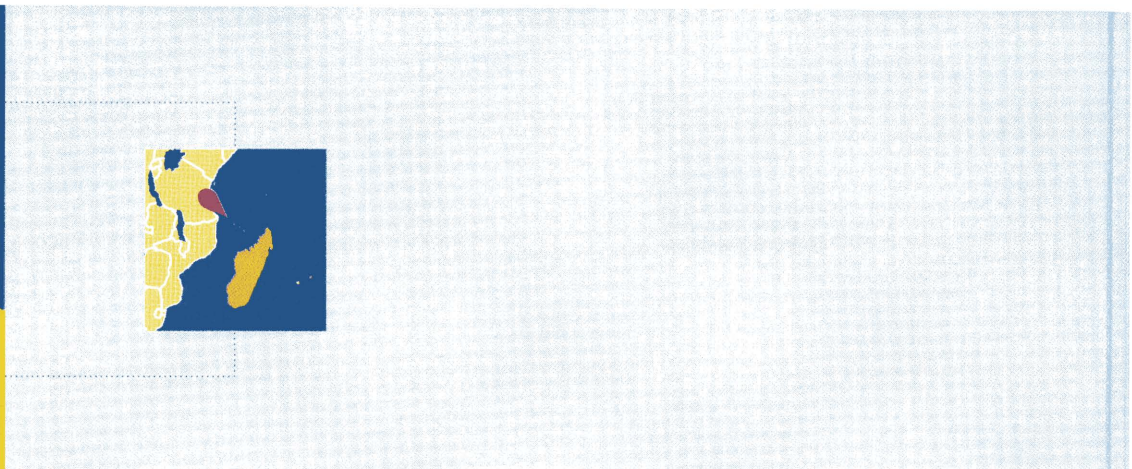
Ocean Indien Indian Ocean

Comores

Madagascar

Mauritius

Seychelles



543 000



Moroni



1 862 km²

Comores

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
403.1 ECU (1990)

Exports
(ylang-ylang 59%,
vanilla 40%)
Exportations
(ylang-ylang 59%,
vanille 40%)

na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
1.8% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
75.1% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
27.8% (1990)

Isolé et pratiquement dépourvu de ressources naturelles, l'archipel volcanique des Comores se compose de trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) et a acquis son indépendance en 1975. Le pays connaît l'une des plus fortes densités démographiques d'Afrique, avec une population essentiellement jeune, et se classe dans le groupe des 47 pays moins avancés du monde. Outre sa forte population, l'archipel est confronté à des contraintes structurelles importantes, dont un marché intérieur restreint s'ajoutant à son isolement insulaire, qui est source de difficultés de communication.

Le secteur productif agricole est le pilier de l'économie contribuant pour 40% environ au PIB et pour 80% à l'emploi, et cela malgré le manque de terres fertiles, les problèmes d'érosion et le caractère rudimentaire des techniques agricoles. L'économie se fonde essentiellement sur les cultures d'exportation: vanille (second producteur mondial), Ylang-Ylang (premier producteur mondial) et girofle. Toutefois, en raison des conditions défavorables des marchés mondiaux, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 40% des importations nécessaires au pays.

L'aggravation du déficit des finances publiques et l'endettement ont conduit le gouvernement à lancer un programme d'ajustement structurel, dont la mise en oeuvre, après 1990, s'est faite parallèlement à la mise en place d'institutions démocratiques et à la tenue d'élections présidentielles.

Depuis la Convention de Lomé I, le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures de communications (ports, routes) et de télécommunications inter-îles, visant à rompre l'enclave-

Isolated and practically devoid of natural resources, the volcanic archipelago of the Comoros consists of three islands (Great Comoro, Anjouan and Moheli). It gained its independence in 1975. The Islands is one of the most densely populated countries in Africa, with a mainly young population, and ranks among the 47 least-advanced countries in the world. In addition to its large population, the archipelago is confronted with important structural constraints, namely insularity and a limited and divided internal market, which cause communication difficulties.

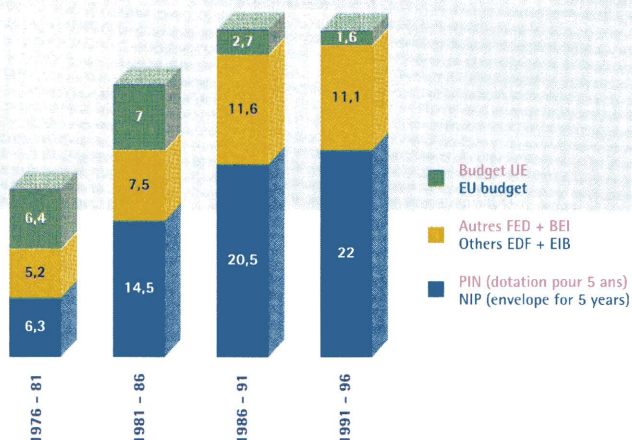
The agricultural-production sector is the pillar of the economy, contributing around 40% of GDP and 80% of employment, and this in spite of a shortage of fertile land, erosion problems and rudimentary agricultural technology. The economy is essentially based on an exporting culture: vanilla (of which it is the second largest producer in the world), ylang-ylang (main producer in the world) and cloves. Nevertheless, due to unfavourable world market conditions, export earnings have only succeeded in covering 40% of the cost of imports needed by the Islands.

Worsening of public finance deficits and indebtedness led the Government to launch a structural adjustment programme, whose implementation, after 1990, has been made parallel to the setting up of democratic institutions and the holding of presidential elections.

Since Lomé I, agricultural and rural development, as well as communications infrastructure (ports, roads) and inter islands telecommunications, which aim to break the isolation of the country, have been made possible by major support from

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



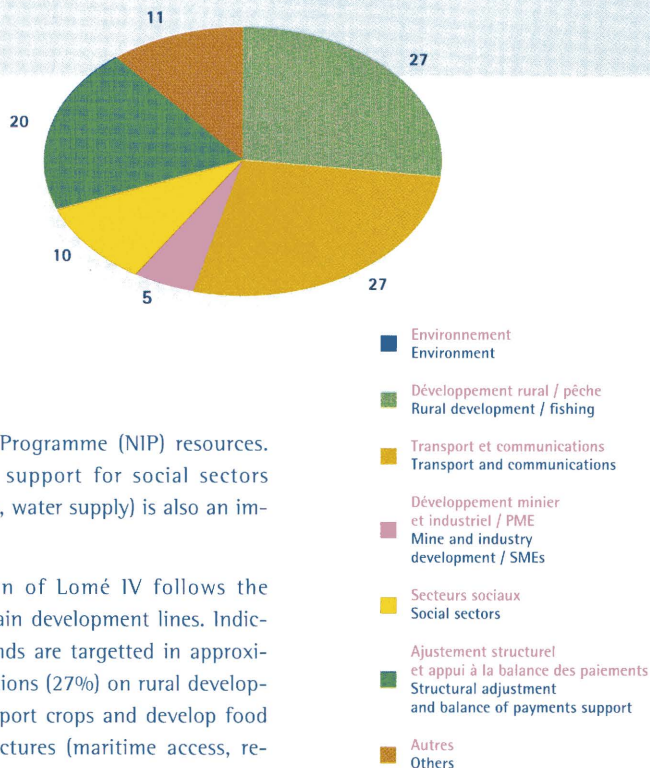
ment du pays, bénéficient d'un appui majeur des ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). A partir de Lomé II, l'appui aux secteurs sociaux (formation, santé, adduction d'eau) tient aussi une place conséquente.

La mise en oeuvre de Lomé IV poursuit ces grandes lignes d'orientation: à parts à peu près égales (soit 27%), les fonds du Programme Indicatif sont axés sur le développement rural (amélioration des cultures d'exportation et développement des cultures vivrières) et les infrastructures (accès maritime, réhabilitation de routes). Les autres secteurs d'intervention sont notamment la formation dans la fonction publique, l'artisanat, le tourisme et les microprojets. Par ailleurs, au titre des transferts Stabex, les Comores ont reçu 2.5 millions d'écus pour les campagnes d'exportation 1990 et 1991 en ce qui concerne la vanille, le girofle et les huiles essentielles. Le processus de réformes a également bénéficié de ressources de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) pour un montant de 5.5 millions d'écus. Le processus de démocratisation a aussi été appuyé par une allocation de 100 000 écus provenant du budget de l'Union européenne.

En outre, 3 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 2 millions sont déjà engagés.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



National Indicative Programme (NIP) resources. From Lomé II, the support for social sectors (training, health care, water supply) is also an important dimension.

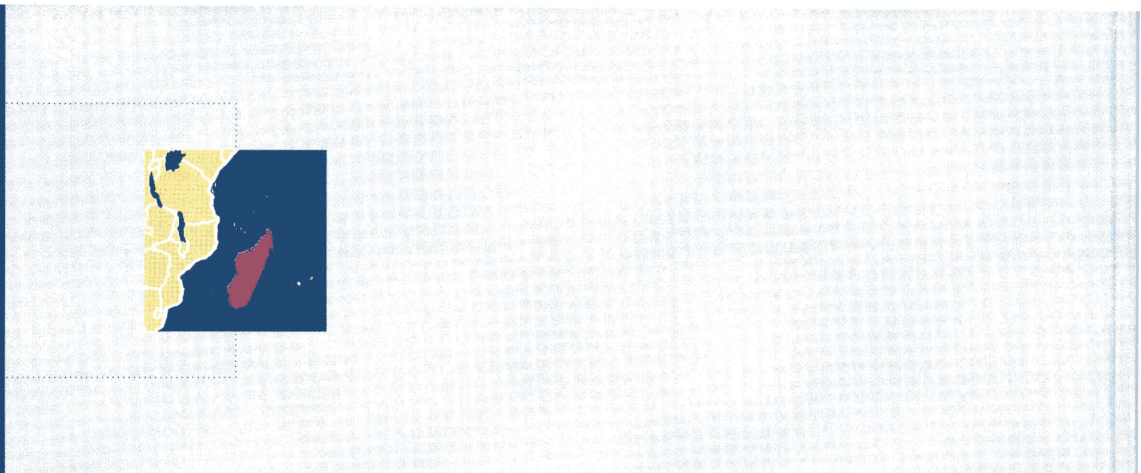
The implementation of Lomé IV follows the above-mentioned main development lines. Indicative programme funds are targetted in approximately equal proportions (27%) on rural development (to improve export crops and develop food crops) and infrastructures (maritime access, rebuilding of roads). The other sectors for intervention are notably training for public administration, arts and crafts, tourism and microprojects. Besides this, the Comoros received ECU 2.5 million Stabex transfers for the 1990 and 1991 vanilla, cloves and essential oils export campaigns. The reform process has also benefited from Structural Adjustment Facility (SAF) resources of ECU 5.5 million. The process of democratization has also been supported by an allocation of ECU 100 000 from the European Union budget.

Moreover, ECU 3 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has already been committed.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





12 010 000



Antananarivo



587 041 km²

Madagascar

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
214.5 ECU (1990)

Exports (spices 26.5%,
coffee 22.6%)
Exportations (épices 26.5%,
café 22.6%)
269.8 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
32.3%(1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.7% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
92.3% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
23.8% (1990)

Cinquième île du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement. La mise en place d'un régime démocratique, amorcée en 1992, a conduit aux élections présidentielles de février 1993, qui ont mis fin à seize ans de politique autoritaire.

Toutefois, le déclin économique de l'île depuis les années 1980, conjugué à une forte croissance démographique, a fait de Madagascar l'un des pays les plus pauvres du monde. Les difficultés affectent tous les domaines de la vie économique et sociale: infrastructures, éducation, santé, finances publiques, efficacité de l'administration. Les tentatives de réformes entreprises depuis 1987 et les récents succès de la zone franche industrielle et touristique n'ont cependant pas permis, jusqu'à présent, de compenser les pertes subies par les autres secteurs, notamment celui des exportations traditionnelles (café, vanille). Les faiblesses de la gestion administrative du pays ont en outre conduit à la suspension des programmes d'ajustement structurel, alors que l'ampleur de l'endettement et la pénurie de devises constituent des contraintes majeures pour le pays.

Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été principalement consacrées au développement agricole et rural avec comme objectif l'autosuffisance alimentaire, et à l'appui aux infrastructures de transport.

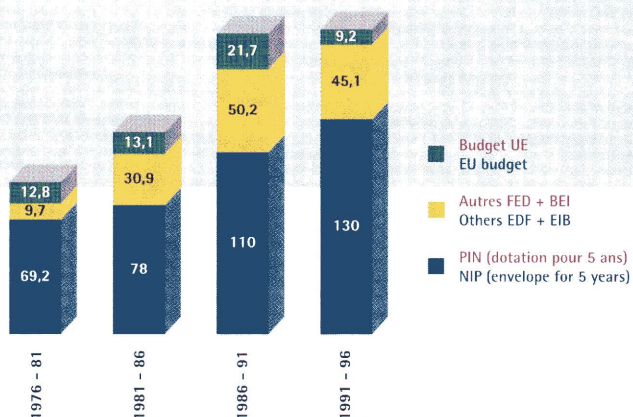
Fifth biggest island in the world, and independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development. The setting up of a democratic regime in 1992 led to presidential elections in February 1993, putting an end to 16 years of dictatorship.

However, the economic decline of the island since the 1980s, combined with strong demographic growth, has made Madagascar one of the poorest countries in the world. Difficulties affect every aspect of its economic and social life: infrastructure, education, health care, public finances and administrative efficiency. Reforms attempted since 1987, however, and recent successes with the industrial free zone and tourism, have not yet allowed Madagascar to offset losses suffered by other sectors, notably in traditional exports (coffee, vanilla). Moreover, weaknesses in the administrative management of the country have led to the suspension of structural adjustment programmes, whereas the size of indebtedness and the shortage of currency constitute major constraints.

In the framework of the first three Lomé Conventions, National Indicative Programme (NIP) resources were mainly dedicated to agricultural and rural development, aimed at achieving the objective of food self-sufficiency, and to support for the establishment of transport infrastructures.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à 130 millions d'écus, maintient ces deux grands secteurs d'intervention, tout en donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé est mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines.

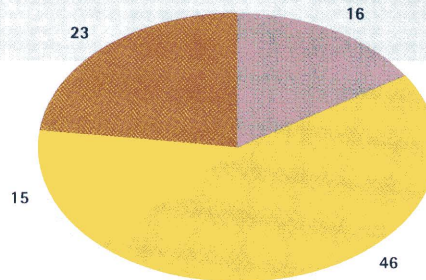
En dehors des fonds programmés, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex: près de 60 millions d'écus jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et du sisal.

Sur financement du budget de l'Union européenne, l'île s'est vue allouer une aide de 1.2 million d'écus destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de 34 millions d'écus sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1993.

Les interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de 6.5 millions d'écus entre 1991 et 1993, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement / Environment
- Développement rural / pêche / Rural development / fishing
- Transport et communications / Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME / Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux / Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements / Structural adjustment and balance of payments support
- Autres / Others

The Lomé IV NIP, which amounts to ECU 130 million, maintains both the two main sectors for intervention, while giving first priority to transport and communications (roads and airports) and second priority to rural development (food security, diversification of production, support for farming organisations). Support for social sectors is being emphasized more than in the past, especially as far as enhancing the value of human resources is concerned.

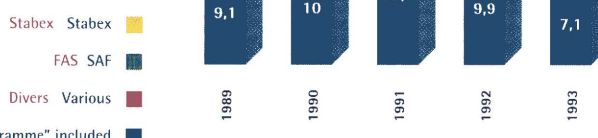
Outside programmed funds, Madagascar has benefited since Lomé I from almost ECU 60 million in Stabex transfers, mainly to compensate it for losses of earnings in coffee, vanilla and sisal exports.

The Island was allocated ECU 1.2 million under European Union's budget to support the democratic process, and more than ECU 34 million in food aid between 1976 and 1993.

Risk capital interventions from the European Investment Bank (EIB), which represented under Lomé IV a total of ECU 6.5 million between 1991 and 1993, were concentrated on developing fish farming, a sector of production now in the full throes of expansion.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



PIN y compris "programme spécial dette" / NIP "Special debt programme" included

Port-Louis



1 075 000



Port-Louis



1 860 km²

Mauritius

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

2064.4 ECU (1990)

Exports

(textile and others 30%,
sugar 10%)

Exportations

(textile et autres 30%,
sucre 10%)

1137.6 mio ECU (1992)

Debt burden / exports

Service de la dette /
exportations

5.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

1.6% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation
primaire

100% (1990)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

40.5% (1990)

Terre volcanique située dans l'Océan Indien, boisée, dominée par des pics montagneux et entourée de récifs coralliens, l'île Maurice est une démocratie pluraliste, et l'a toujours été depuis l'indépendance acquise en 1968. Son adhésion aux valeurs démocratiques, le consensus régnant entre ses habitants de diverses origines culturelles et sa brillante performance économique font de l'île un modèle souvent cité dans le domaine du développement.

L'économie du pays a longtemps été dominée par la monoculture de la canne à sucre, qui a conditionné son développement social durant quelque vingt années. Aujourd'hui, l'île Maurice est qualifiée de "miracle économique" et figure dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire. Toutefois, nonobstant son succès, l'économie du pays est caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale, en raison de ses trois composantes: l'industrie d'exportation de la zone franche (produits textiles essentiellement), le sucre et le tourisme. L'avenir de l'île dépend de la modernisation de son industrie, du maintien de la compétitivité de sa zone franche, et de la préservation de son attrait touristique étroitement lié à la conservation de l'environnement.

La coopération avec l'Union européenne remonte à 1972, dans le cadre de la Convention de Yaoundé II (1969-1975). De la première à la quatrième Convention de Lomé, les ressources allouées à l'île au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à plus de 100 millions d'écus sur vingt ans. Mais l'île a réussi à maximiser les autres opportunités offertes par la Convention, et particulièrement celle de l'adhésion au Protocole sucre annexé à la Convention. Les prix garantis à l'exportation de l'essentiel de la production mauricienne de sucre sur le marché

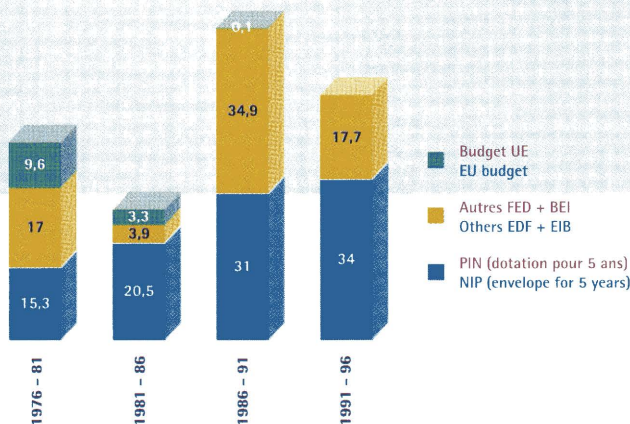
A woody volcanic land in the Indian Ocean, dominated by mountainous peaks and surrounded by coral reefs, Mauritius has been a pluralistic democracy since its independence in 1968. Its adherence to democratic values, the consensus that exists between its inhabitants, who are of diverse cultural origins, and its successful economic performances make the Island a model often quoted in the development field.

The country's economy was dominated for a long time by the single crop farming of sugar cane, which conditioned its social development for some 20 years. Today, Mauritius qualifies as an "economic miracle" and ranks among the group of intermediate-revenue developing countries. Nevertheless, notwithstanding its success, the economy is characterized by a strong dependence vis-à-vis the world economy due to its three main components: exporting industry from the free zone (mainly textile products), sugar and tourism. The future of the Island depends on the modernization of its industry, maintaining the competitiveness of its free zone, and preserving its attractiveness to tourists which is closely linked to environmental preservation.

Cooperation with the European Union dates back to 1972, in the framework of the Yaoundé II Convention (1969-1975). From the first to the fourth Lomé Convention, resources allocated to the Island under National Indicative Programmes (NIPs) amount to more than ECU 100 million in 20 years. But the Island has succeeded in maximizing other opportunities offered by the Convention, including in particular the membership of the Sugar Protocol which is annexed to it. Guaranteed prices for the export of the large part of Mauritian sugar production to the European market bring Mauritius almost ECU 100 million a year: as a result, it benefits more than any other

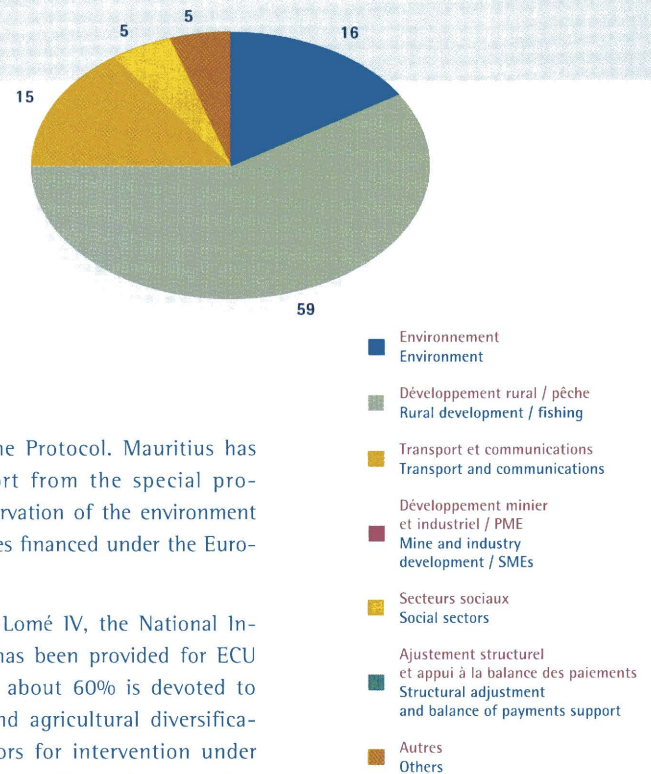
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



européen lui rapportent près de 100 millions d'écus par an, qui font de l'île le premier pays ACP bénéficiaire du Protocole. L'île Maurice a aussi bénéficié d'un appui au titre du programme spécial de protection de l'environnement dans les pays en développement financé sur le budget de l'Union européenne.

Dans le cadre de Lomé IV, le programme indicatif national est doté de 34 millions d'écus, dont 60% environ sont destinés au développement rural et à la diversification agricole. L'environnement, les infrastructures et la formation constituent les autres secteurs de destination de l'aide programmée.

Depuis l'établissement des relations de coopération avec l'UE, l'île Maurice a bénéficié d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de 70 millions d'écus, dont 58 millions au titre des prêts sur ressources propres et 12 millions en capitaux à risques. Ces interventions ont permis la réalisation de projets dans le secteur public comme privé, dans des domaines aussi divers et vitaux que les infrastructures (production d'énergie, adduction d'eau et assainissement), le développement des PME et des grandes industries exportatrices ou de substitution aux importations.

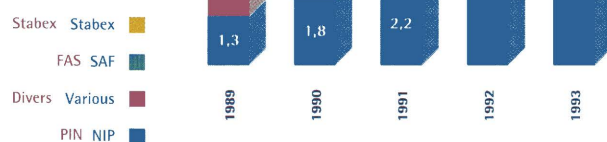
ACP country from the Protocol. Mauritius has also received support from the special programme for the preservation of the environment in developing countries financed under the European Union budget.

In the framework of Lomé IV, the National Indicative Programme has been provided for ECU 34 million, of which about 60% is devoted to rural development and agricultural diversification. The other sectors for intervention under programme aid funds are the environment, infrastructure and training.

Since the establishment of cooperation relations with the EU, Mauritius has benefited from ECU 70 million through intervention from the European Investment Bank (EIB), including ECU 58 million from the Bank's own resources and ECU 12 million in risk capital. These interventions have allowed projects in the public and private sectors, in areas as diverse and vital as infrastructure (energy production, water purification and supply), the development of SMEs, and large export industries and industry relating to the substitution of imports.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



Victoria



71 000



Victoria



453 km²

Seychelles

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

4392.4 ECU (1990)

Exports (canned tuna 73%,
fish 20%)

Exportations
(conserves de thon 73%,
poisson 20%)

38.8 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

7.1% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

1.7% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire

50.1% (1977)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation

59.3% (1990)

Archipel granitique et corallien composé de plus de cent îles, les Seychelles offrent un contraste caractéristique entre la dimension réduite de sa surface émergée et l'ampleur de sa zone économique exclusive (ZEE) qui s'étend sur plus de 1.3 million de km². Indépendant depuis 1976, le pays s'est engagé, en 1992, sur la voie de la démocratie multipartite après quinze années de régime de parti unique.

Les Seychelles ont connu un développement prospère qui en font un des premiers pays d'Afrique et de l'Océan Indien au niveau des revenus par habitant ou sur la base de l'indice de développement humain. Toutefois, l'île souffre de nombreux handicaps liés à son isolement, à l'étroitesse de son marché, à l'éloignement des principaux marchés d'exportation, ainsi qu'au manque de ressources humaines et de terres arables. Ces désavantages communs aux petits États insulaires rendent le processus de développement extrêmement coûteux, car nécessitant des investissements disproportionnés par rapport à la taille du pays, sa capacité de gestion et d'endettement. L'essentiel des revenus en devises provient du tourisme et des exportations de produits de la pêche.

Les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I et II se sont essentiellement concentrées sur l'appui aux infrastructures sociales (logement, hôpital Victoria). Le soutien au développement rural, aux microprojets et à la formation constituent les autres principaux secteurs d'intervention. Lomé III a inversé la tendance en affectant près de 70% des fonds programmés au développement rural, dont la

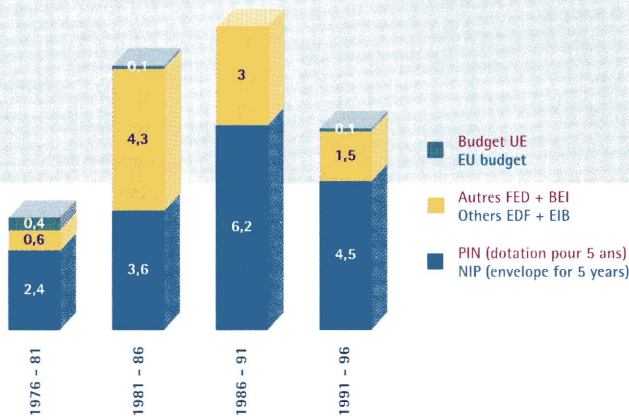
A granite and coral archipelago composed of more than 100 islands, The Seychelles is characterized by the contrast between the small surface area above water and the size of its Exclusive Economic Zone (EEZ) which stretches over more than 1.3 million km². Independent since 1976, the country started down the road to multi-party democracy in 1992, after 15 years of one-party rule.

The Seychelles has experienced a prosperous development which makes it one of the top countries in Africa and the Indian Ocean for revenue per capita or based on the human development index. However, the Island suffers from many handicaps linked to its isolation, the narrowness of its market, its distance from the main export markets, as well as a lack of human resources and arable land. These disadvantages, common to small island States, make the process of development extremely costly, because it needs disproportionately investment in relation to the size of the country, its management and indebtedness capacity. The majority of currency revenue comes from tourism and exports of fishing products.

National Indicative Programme (NIP) resources from Lomé I and II were essentially concentrated on support for social infrastructures (housing, the Victoria hospital). Rural development, microprojects and training constitute the other main sectors for intervention. Lomé III reversed this pattern in allocating nearly 70% of programmed funds to rural development, including the implementation of a support programme for the agricultural product sector, which is a central element in the national policy of improving food self-sufficiency based on support for small farmers.

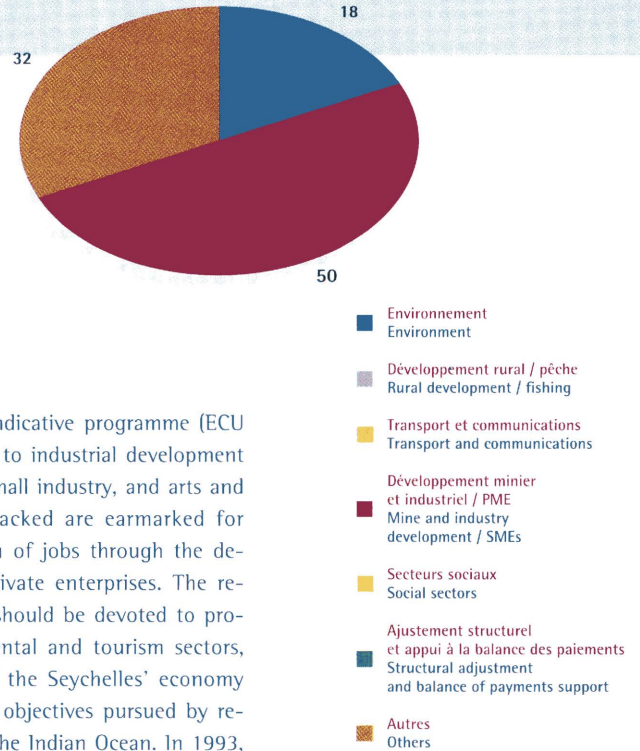
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur productif agricole qui constitue un élément central dans la politique nationale d'amélioration de l'autosuffisance alimentaire basée sur le soutien aux petits fermiers.

Le programme indicatif de Lomé IV (4.5 millions d'écus) a été affecté pour moitié au développement industriel, et vise à appuyer la petite industrie et l'artisanat. Les projets financés sont destinés à promouvoir la création d'emplois par le biais du développement de petites entreprises privées. Le reste des fonds doit être attribué à des projets dans les secteurs de l'environnement et du tourisme, deux domaines essentiels pour l'économie des Seychelles et qui s'intègrent dans les objectifs poursuivis par la coopération régionale dans l'Océan Indien. Le budget de l'Union européenne a également contribué, en 1993, à appuyer le processus de démocratisation.

En outre, un montant de 1.5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Half of the Lomé IV indicative programme (ECU 4.5 million) is devoted to industrial development and aims to support small industry, arts and crafts. The projects backed are earmarked for promoting the creation of jobs through the development of small private enterprises. The remainder of the funds should be devoted to projects in the environmental and tourism sectors, two essential areas of the Seychelles' economy which are in line with objectives pursued by regional cooperation in the Indian Ocean. In 1993, the European Union budget contributed support for the process of democratization.

Moreover, ECU 1.5 million may be made available through the European Investment Bank's intervention in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

